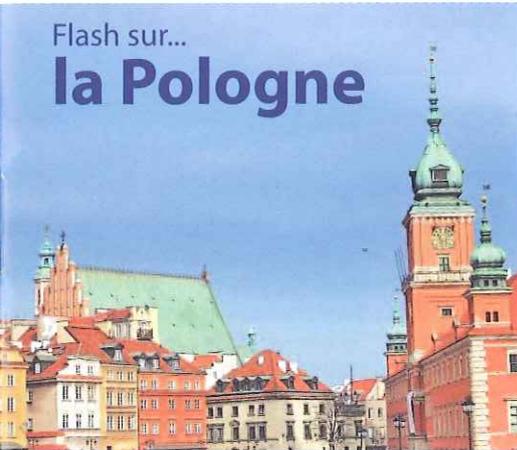


## Flash sur... la Pologne



## L'édito de la rédaction

Le prix de l'aliment reste stable en juin mais pourrait se raffermir dans les prochains mois. Les bilans des céréales et du soja s'annoncent plus tendus pour la campagne 2018/19 (p.2).

Le prix du porc bouge peu également en France (p.3). Une demande intérieure plus soutenue avec le retour des grillades (p.5) a pu compenser une production en hausse (alourdissement des carcasses) et une dévalorisation des prix des produits exportés vers les pays-tiers (p.3 et p.4).

La nouvelle loi sur l'agriculture que le gouvernement souhaite faire appliquer avant novembre modifie, entre autres, le cadre des relations commerciales entre agriculteurs et aval (p.6). Elle cherche à renforcer le rôle des Organisations de Producteurs (OP) dans ces négociations, notamment sur le sujet de la contractualisation. Aujourd'hui ces OP diffèrent en termes de services et de poids sur le marché en fonction de leur filière et de leur statut juridique (p.8).

**Béregère Lecuyer**  
Rédactrice en chef

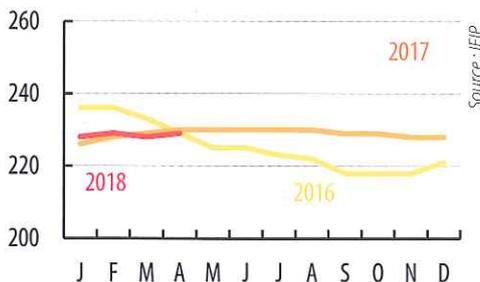
## Sommaire

Indicateurs filière.....	p.1
Marché matières premières et aliments.....	p.2
Marché du porc.....	p.3
Marché de la viande.....	p.4
Produits transformés et consommation.....	p.5
Panorama de la filière porcine.....	p.6
Flash sur la concurrence.....	p.7
Synthèse du mois.....	p.8

## Les prix...

### ...de l'aliment

Prix de l'aliment IFIP (€/tonne)

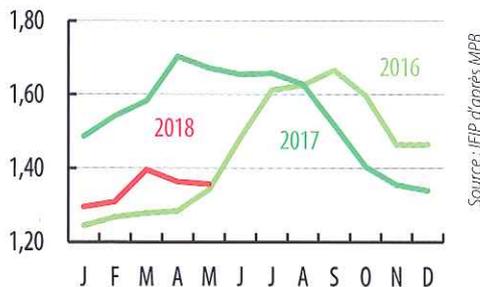


en avril : **+0,4%**      en un an : **-0,4%**

Le prix de l'aliment reprend un euro à 229 €/t. Il est stable en un an.

### ...du porc

Prix perçu par l'éleveur (€/kg)

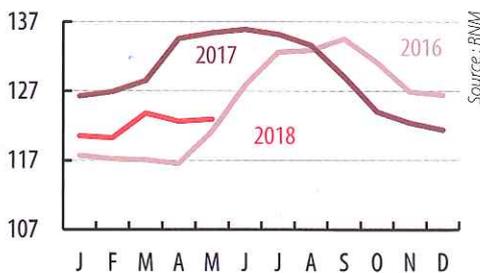


en mai : **-0,5%**      en un an : **-18,9%**

Le prix du porc est stable en mai à 1,36 €/kg. La demande intérieure plus soutenue a pu fluidifier le marché malgré une hausse de la production.

### ...des pièces

IMR : Indice de synthèse du marché de Rungis

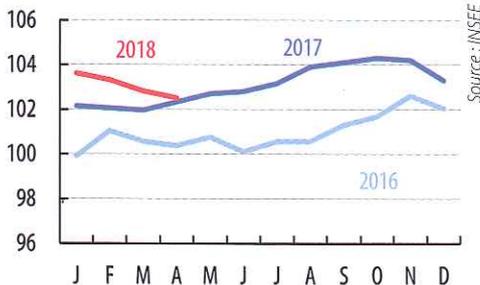


en mai : **+0,2%**      en un an : **-9,2%**

L'indice du marché de Rungis s'est raffermi en mai. La progression des pièces s'étale entre 0,1 et 4 %, à l'exception du jambon.

### ...des charcuteries

Produits transformés à base de viande (base 100 = 2015)



en avril : **-0,3%**      en un an : **+0,2%**

Les prix des charcuteries accusent une nouvelle baisse de 0,3 % en avril. L'ensemble des produits sont concernés.

### ...au détail

Indice des prix à la consommation : porc frais (base 100 = 2015)



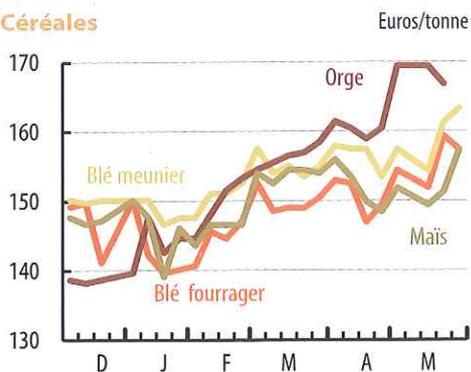
en avril : **+0,3%**      en un an : **+1,6%**

Légère hausse du prix de détail affiché du porc frais en avril. Sur la moyenne des quatre premiers mois, il a progressé de 0,8 % entre 2017 et 2018.

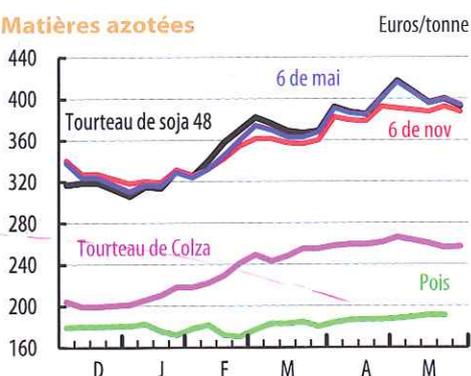


# Matières premières et aliment

## Céréales



## Matières azotées



Source : La Dépêche - Le petit Meunier

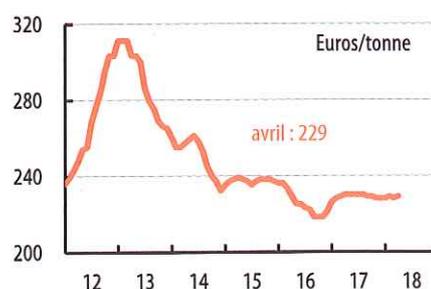
## Prix mensuels

MAI 2018	Moyenne (€/t)	% en 1 mois
Blé Eure et Loir	155,7	+ 3,5
Blé Ille et Vilaine	173,6	+ 3,0
Orge	168,8	+ 5,3
Maïs	152,4	+ 0,4
Pois	190,2	+ 2,3
T.Soja Montoir	401,5	+ 2,6
T. Colza	259,8	+ 0,2
T.Tournesol	266,0	+ 7,4
Graine colza	341,1	+ 2,4
Alim tous animaux <sup>1</sup>	247	+ 0,4
Aliment Ifip <sup>1</sup>	229	+ 0,4

**Céréales** : départ Eure-et-Loir majorations mensuelles comprises ; blé fourrager. Issues : Région Parisienne. Pois : départ Eure-et-Loir. T. de Soja et T. de Colza : rapproché, Montoir. Tournesol métropolitain : rapproché, Lorient.

**Aliment** tous animaux dans les élevages NE estimé par la GTE (1) Données du mois précédent

## Prix mensuel de l'aliment Ifip



Prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais, observé en GTE jusqu'en juin 2016. Les mois suivants sont estimés à partir de l'indice IPAMPA diffusé par l'INSEE. À la date de parution une valeur est fournie pour le mois précédent.

Les difficultés climatiques de grands bassins raffermissent les céréales.

La baisse de production de graines de soja en Amérique du sud confirme le renchérissement du tourteau de soja.

## CEREALES

### Marchés sensibles

Les cours des céréales ont rebondi en fin de mois sous l'effet du temps sec à l'est de l'UE et dans d'autres bassins mondiaux et de la fermeté des prix Mer Noire. La faiblesse de l'euro est également propice aux exportations pays tiers. Avec une crise politique en Italie, l'euro a perdu 3,8 % vis-à-vis du dollar en un mois. Les céréales fourragères gagnent entre 3 % et 5 %, le blé meunier 2 %. FranceAgrimer a réduit le stock de report de blé, au vu de prévisions accrues de sorties.

### Bilans plus serrés

Les conditions climatiques adverses aux Etats-Unis, dans les Balkans et en Mer Noire suscitent des incertitudes sur la nouvelle récolte de blé. L'offre mondiale sera moindre en 2017/18 avec la baisse des stocks des grands exportateurs. Les prix devraient donc rester fermes. Le bilan de l'UE serait équilibré, avec un tassement des stocks de fin de campagne. Pour le maïs, les moissons sont à la hausse en fin d'année. Les disponibilités de maïs influenceront la fermeté du blé, en captant de la demande au blé. Le stock de report mondial 2017/18 est lui aussi en recul, avec la chute de production en Argentine et le tassement au Brésil.



Retrouvez les cotations de Baromètre Porc sur : [www.baroporc.fr](http://www.baroporc.fr)

## MATIERES AZOTÉES

### Fermeté

Parallèlement au repli de l'euro face au dollar, les cours du tourteau de soja ont poursuivi leur hausse des derniers mois. Ils ont gagné 3 % en un mois. Sécheresse oblige, la récolte argentine de soja atteint 37 Mt soit 18 Mt de mois que l'année précédente. La brésilienne augmente de 4 Mt à 118 Mt. L'évolution de la demande chinoise de graines américaines et les conditions des semis favorables aux Etats-Unis ont cependant tempéré la donne. Contrairement au soja, le tourteau de colza est resté stable. L'offre de graines est plus ample dans l'UE.

### Passage délicat

Le recul de production en Amérique du sud va se traduire par un tassement des stocks mondiaux de graines de soja en fin de campagne 2017/18. Les cours du tourteau de soja devraient rester tendus pour les prochains mois. Le marché américain sera davantage sollicité avec des exportations vers l'Argentine. Les flux mondiaux restent suspendus à la menace d'une taxation des sojas américains en Chine. Toutefois, ce pays a suspendu les droits sur le sorgho et accordé des concessions, signe d'un retour aux négociations et d'une désescalade commerciale. Une récolte record aux Etats-Unis (conditions estivales propices), et un rebond en Amérique du sud en 2019 conforteraient les disponibilités sur la prochaine campagne.

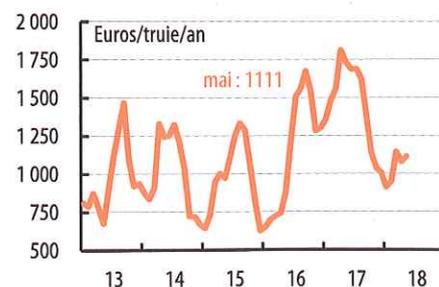
**Hervé Marouby**

[herve.marouby@ifip.asso.fr](mailto:herve.marouby@ifip.asso.fr)

Le prix de l'aliment regagne l'euro perdu en mars, à 229 €/t. Les bilans céréaliers mondiaux s'annoncent plus tendus en 2018/19. L'offre mondiale de graines de soja sera plus serrée ces prochains mois et en début de campagne 2018/19.

L'indicateur de marge brute des élevages-naisseur-engraisseurs s'améliore de 35 €/truite/an en mai après une baisse de 67 €/truite/an en avril. Pour les post/sevrageurs/engraisseurs, la marge atteint 109 €/porcelet en mai, soit 11 €/porcelet de plus qu'en avril.

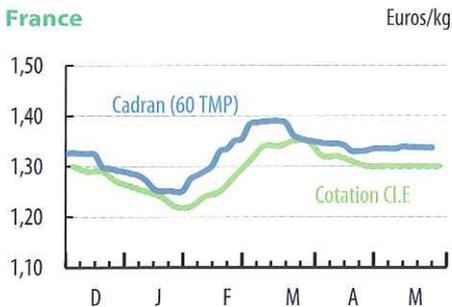
## Indicateur de marge brute de l'élevage



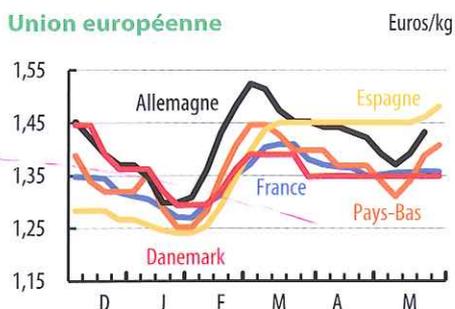
Source : Ifip. Synthèse de la conjoncture pour l'élevage : indicateur de marge brute, naisseur-engraisseur en euros/truite/an.



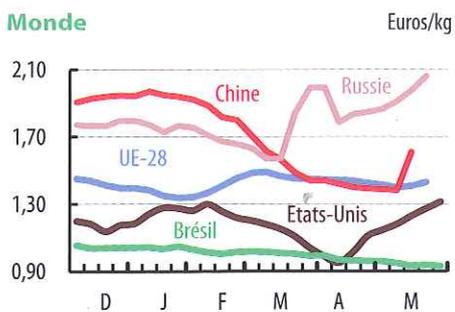
## Le prix du porc charcutier



Sources : RNM et MPB



Source : Estimation du prix moyen perçu par les éleveurs. Calculs Ifip d'après des sources nationales.



Sources :  
**UE-28** : moyenne pondérée des 28 pays (Commission)  
**États-Unis** : Calcul Ifip d'après prix de marché dans l'Iowa  
**Brésil** : Calcul Ifip d'après prix d'intégration Sincarne

**Les températures estivales du mois de mai ont permis un réveil de la demande intérieure et des hausses des cours toutes fois bien mesurées.**

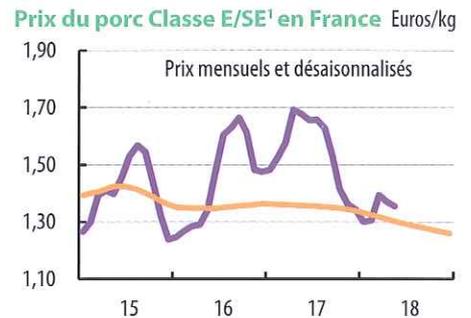
La lourdeur du commerce fin avril avait fait craindre le pire à l'entrée d'un mois de mai chargé en jours fériés préjudiciables à la fluidité. Mais les week-ends prolongés et ensoleillés ont entraîné une reprise de la consommation intérieure palliant un commerce extérieur moins performant. En France cependant, la demande plus soutenue ne s'est pas accompagnée d'une hausse des cours. La cotation française n'a fluctué que de 2 millièmes tout au long du mois perdant ainsi de vue ses proches concurrents. À 1,178 euro de moyenne annuelle, la référence française accuse une baisse de 17,85 %. Si l'activité s'est maintenue malgré les 4 fériés, elle doit faire face à une croissance de la production de l'ordre de 1,8 % sur les 22 premières semaines. Les poids restent 600 g supérieurs à ceux de 2017.

### Fluctuation au Nord, prudence au Sud ...

Début mai, la baisse très inédite à cette période de l'année du cours allemand a jeté un froid sur le commerce européen. Les perspectives étaient peu optimistes pour le reste du mois. La tendance s'est toutefois rapidement inversée. Le lancement de la saison des grillades sur le marché intérieur a coïncidé avec le creux saisonnier de la production. La reprise des cours reste cependant mesurée. Le marché de la viande est plus réticent à répercuter les hausses. La remontée des cours est également freinée par l'extrême pression sur les tarifs au grand export comme l'illustre



Restez connecté même sur papier !  
Flashez le code ci-contre



(1) Classe SE à partir d'avril 2014 ; Sources : Ifip d'après RNM

la grande stabilité du prix danois depuis 10 semaines.

Après 11 semaines de stabilité, le cours espagnol, en tête des références européennes, progresse prudemment. Son marché intérieur montre des signes de dynamisme à l'approche de la saison estivale, comme dans tout le sud de l'Europe.

### ... Et ailleurs

Aux États-Unis, la reprise des cours s'est confirmée courant mai. La progression est cependant plus lente ce qui maintient les références américaines sous les niveaux des années antérieures. Associée au raffermissement du dollar, cette hausse permet toutefois de réduire l'écart des prix nord-américains avec ceux des européens, redonnant ainsi plus d'attractivité aux viandes européennes. En Chine, les prix du porc semblent avoir atteint un plancher mais restent 30 % plus bas qu'un an plus tôt.

**Annie Tilly**

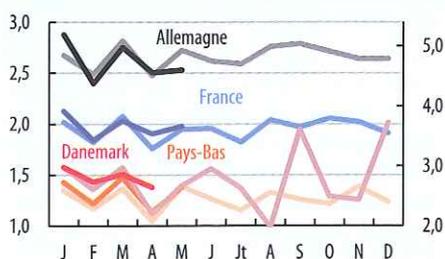
Marché du Porc Breton



Retrouvez les cotations de Baromètre Porc sur :  
**www.baroporc.fr**

### Abattages mensuels 2017 - 2018

Millions têtes

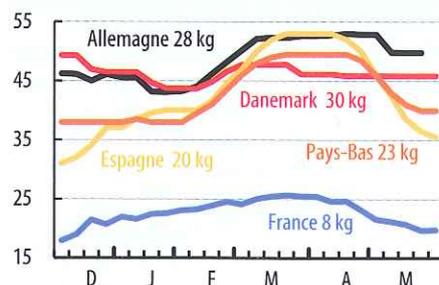


Par rapport au même mois de l'année 2017, les abattages sont en baisse en Allemagne (-6,7 %) et en hausse en France (+1,5 %).

Abattages en Allemagne : se référer à l'échelle de droite ; Porcelets NL : rupture de série (23 à 25 kg) ; source : Ifip d'après sources nationales

### Prix des porcelets

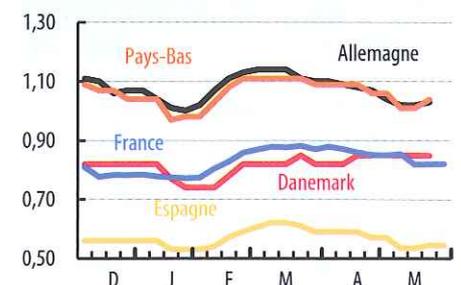
Euros/tête



Chute du prix des porcelets dans l'ensemble des pays européens. L'Espagne, la France et le Pays-Bas sont les plus impactés.

### Prix des cochons

Euros/kg



De nouveau, le prix des cochons diminue en Europe de 4 à 7 %. Le Danemark maintient la cotation des cochons (+1,8 %).



# Panorama de la filière porcine

## FRANCE

### Évolution des comportements d'achat

L'enquête « Commerce » du Crédoc montre l'évolution du rapport que les français entretiennent avec les circuits de commercialisation de produits alimentaires. Ces dernières années, le paysage s'est transformé, avec la structuration d'acteurs spécialisés (produits frais, bio, boucheries-charcuteries...) et le développement de services (click & collect, livraison à domicile...) La fréquentation des différentes formes de vente est de plus en plus dispersée. Les individus cherchent à tirer profit des atouts de chacun selon la situation : courses hebdomadaires, achats d'appoint, recherche de qualité, etc.

En 2017, près de 6 individus sur 10 ont fréquenté plus de 5 circuits par mois contre 40 % en 2012 (par exemple, hypermarché, supermarché, magasin bio, marché forain et e-commerce). La proximité reste de loin le critère de choix du magasin le plus cité par les individus enquêtés : 66 % en 2017, contre 55 % en 2012. Les autres items importants sont le prix, la largeur de l'offre proposée et le confort d'achat.

La diversification des circuits de commercialisation et l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux modes de commerce liant magasins physiques et vente en ligne sont autant d'enjeux pour les filières animales.

#### Nombre de circuits fréquentés par mois

% d'individus	2012	2017
1 à 2	19	11
3 à 4	40	32
plus de 5	39	57

Source : Ifip d'après le Crédoc

### Etats Généraux de l'Alimentation : Une loi en construction

Le projet de loi qui fait suite aux EGA débutés en juillet 2017 vient d'être adopté à l'Assemblée Nationale et sera discuté au Sénat en juin.

Il vise à rééquilibrer les relations commerciales entre agriculteurs et aval, mettre fin à la guerre des prix sur les produits alimentaires et accompagner la transition des systèmes agricoles. Plusieurs sujets sont abordés, parmi lesquels la prise en compte des coûts de production dans le calcul du prix, la contractualisation et sa proposition par les producteurs et non plus par l'aval, le bien-être animal et la part des produits « de qualité » dans la restauration collective.

Le Gouvernement souhaite faire appliquer cette loi avant novembre et le début des né-

gociations commerciales avec la grande distribution. Une procédure accélérée a donc été engagée. En cas de différence entre les textes des deux chambres, une commission mixte paritaire sera constituée. Si aucun accord n'est trouvé, l'Assemblée aura le dernier mot.

## UNION EUROPÉENNE

### Espagne : dynamique de la Charcuterie-salaison

La production de charcuterie-salaison en Espagne a augmenté de 3,9 % entre 2016 et 2017 pour atteindre 1,14 million de tonnes. La concentration s'est accentuée. Les 10 premiers groupes ont compté pour 64 % de l'activité nationale, soit 5 points de plus qu'en 2015. La dynamique des trois leaders ralentit mais les outsiders Incarlopsa, Noel et Comapa se démarquent par une croissance à deux chiffres.

Le secteur est porté par le marché intérieur (+2 % pour les achats de charcuterie par les ménages) et l'international. Les exportations de charcuterie-salaison espagnoles ont augmenté de 13 500 tonnes en un an pour atteindre 172 000 tonnes, soit 15 % de la production du pays. L'Union Européenne reste la principale destination avec près de 85 % des volumes. Les expéditions vers les pays-tiers se développent également (+3 400 tonnes en un an), notamment en Amériques (Etats-Unis, Mexique, Chili) et en Asie (Chine, Corée et Japon).

Ce contexte très favorable est cependant terni par l'augmentation du prix de la viande de porc de 10 % en 2017 et par la médiatisation de cas de maltraitance animale en élevage (ElPozo) et en abattoir (Incarlopsa).

#### Espagne : activité 2017 de charcuterie-salaison

Entreprises	1000 tonnes	%/16
Casa taradellas	145	+ 1
Campofrio	123	- 2
El Pozo	114	+ 4
Argal - Monells	75	+ 3
Incarlopsa	70	+ 12
Noel Alimentaria	59	+ 11
Comapa	54	+ 33
Guissona	41	+ 2
Canigüeral	24	+ 7
Tello	20	+ 18
10 premiers	727	+ 5

Source : Alimarket

## Vion :

### un prix fixe pour les éleveurs

Le groupe néerlandais expérimente depuis mars 2018 la version pilote d'un « prix long-terme » (LTP). Ce prix est déterminé à partir :

- Des prévisions du prix de l'aliment à partir des cotations de Chicago et de Paris

- La moyenne sur 12 ans de la marge sur coût d'aliment

Fixé sur 13 semaines, il s'agit d'un nouvel outil de gestion des risques mis à disposition des éleveurs. Ces derniers peuvent négocier le prix de l'aliment avec leurs fabricants sur la même période et ainsi maîtriser leur marge. Ils s'engagent pour un an minimum sur 10 à 50 % de leur production.

Cette initiative fait partie de Good Farming Balance, dispositif introduit en mars 2017 qui propose 2 autres systèmes de prix : la cotation hebdomadaire Vion et le Price Index Guarantee (PIG), prix moyen basé sur les cotations internationales.

Source : Vion

## Allemagne :

### vers un label bien-être officiel

Début mai, après discussions avec des associations d'agriculteurs, de protection animale et de consommateurs, la Ministre Fédérale de l'Agriculture allemande a posé les pierres angulaires du label officiel destiné à étiqueter les produits animaux selon le niveau de bien-être animal. Attendu pour 2020/2021, l'étiquetage sera volontaire et comptera trois niveaux, matérialisés par des numéros (1, 2, 3). L'objectif est une large participation des distributeurs et de la RHF. Ainsi, le niveau d'entrée, au-dessus de la norme légale, inclura les éleveurs participant à l'Initiative Tierwohl (fonds distributeurs). Les viandes importées pourront être étiquetées si elles respectent le cahier des charges. Des subventions publiques sont budgétées pour l'adaptation des élevages et les campagnes de publicité auprès des consommateurs. Dans l'éventualité d'un étiquetage obligatoire à l'échelle de l'UE, le label prévoit la possibilité d'ajouter un code 0 correspondant à la norme réglementaire.

Source : divers presse allemande

## MONDE

### Des investissements au Mexique

Encore largement déficitaire avec un taux d'auto-provisionnement de 56 %, la filière porcine mexicaine se professionnalise.

# FLASH sur la concurrence



## Pologne

Import de porcelets et export de charcuteries

Avec un taux d'auto-provisionnement de 93 % en 2017, la filière porcine polonaise reste déficitaire. La Production Intérieure Brute (PIB) a atteint 1,86 million de tonnes équivalent carcasse en 2017, soit un niveau comparable à celui du début de la décennie. Les dynamiques sont cependant très contrastées selon les maillons de la filière.

Les importations de porcelets ont très fortement augmenté de 1,8 millions de têtes en 2010 à 7 millions de têtes en 2017 dont 89 % depuis le Danemark. Les abattages de porc ont ainsi pu se maintenir et même augmenter de 1 million de têtes depuis 2010. Ils atteignent 22,2 millions de têtes en 2017. Ce niveau ne suffit pas à répondre à la demande polonaise en viande de porc. Le déficit s'élève à 217 000 tonnes : 665 000 tonnes importées, contre 447 000 tonnes exportées. Le secteur de la charcuterie-salaison est au contraire très dynamique avec des exportations qui ont doublé depuis 2010.

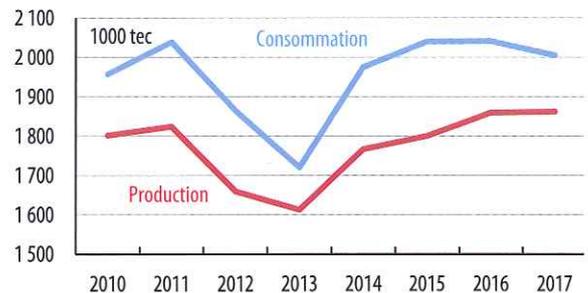
Les pays de l'Union Européenne comptent pour 71 % des exportations polonaises de viande de porc et 93 % pour les produits transformés. Vers les pays-tiers et notamment vers l'Asie, la Pologne est limitée par la présence de la Peste Porcine Africaine sur son territoire. Elle exporte de la viande de porc vers Hong-Kong (7 % du total), plus souple dans ses exigences sanitaires, mais également vers les Etats-Unis (13 %).

### Echanges de porc en Pologne

	Unité	Import	Export	Solde (M€)
Porcelets	M têtes	7	0	- 497
Viande FRC	1000 tonnes	665	447	- 441
Abats, lard, graisse	1000 tonnes	53	154	+ 92
Produits transformés	1000 tonnes	21	225	+ 588

Source : Ifip d'après Eurostat

### Bilan porcin en Pologne



Source : Ifip d'après Eurostat

Kekén a investi 200 millions de dollars pour se doter du plus grand abattoir du pays avec une capacité de 2,5 millions de porcs par an. Le groupe souhaite maintenant investir 350 millions de dollars d'ici 2020 pour augmenter sa production porcine (de 75 000 à 120 000 truies reproductrices) et le nombre de ses points de vente Mexicarne (de 450 à 1 600).

Granjas Caroll qui appartient à 50 % au Chinois WH Group a déboursé 139 millions de dollars dans la construction d'un abattoir d'environ un million de porcs par an. L'outil sera approvisionné par les élevages intégrés du groupe.

Source : Ifip d'après Eurocarne et presse mexicaine

## Aliments composés : l'Asie en tête

Le thaïlandais Charoen Pokphand foods (CPF) est le leader mondial de la production d'aliments composés. Implanté industriellement dans 16 pays, il est présent dans les productions animales et la transformation des viandes de volailles, de porcs et en aquaculture.

Trois groupes chinois pèsent dans le palmarès des dix principaux producteurs mondiaux. New Hope Group et Wen's food group se sont développés récemment dans l'élevage et les viandes.

### Producteurs mondiaux d'aliments composés (toutes espèces)

Groupe	Pays	Millions t <sup>1</sup>
CP Group	Thaïlande	27,7
New Hope Group	Chine	20,0
Cargill	Etats-Unis	17,9
Land O'Lakes	Etats-Unis	13,5
Wen's Food Group	Chine	12,0
BRF (Brazil foods)	Brésil	10,5
Tyson Foods <sup>2</sup>	Etats-Unis	10,0
ForFarmers N.V.	Pays-Bas	9,3
East Hope Group	Chine	7,6
JA Zen-Noh	Japon	7,2

(1) Millions de tonnes ; (2) volailles uniquement ; Source : Wattagnet

Cargill, géant historique du négoce des grains et de leur transformation, est une firme à l'implantation internationale de longue date. Land O'Lakes est une coopérative agricole des Etats-Unis spécialisée dans la production de produits laitiers, les semences végétales, la protection des cultures et l'alimentation animale. Elle détient notamment la marque Purina. Tyson Foods (volailles) est le troisième acteur des Etats-Unis.

ForFarmers, seul groupe de l'UE, s'est développé à partir de coopératives néerlandaises avant d'atteindre une implantation européenne. Il est fortement présent au Bénélux, en Allemagne et au Royaume-Uni, notamment.

**Baromètre porc de l'ifip** édité par l'Institut du porc avec le concours financier d'INAPORC  
**Directeur de la publication :** Jacques Lemaitre.

**Rédaction :** Bérengère Lécuyer (rédactrice en chef), Elisa Husson, Lisa Le Clerc, Cécilia Le Viol, Vincent Legendre, Hervé Marouby, Christine Roguet, Annie Tilly.

**Secrétariat de rédaction :** Audrey Denjean. Pôle économie IFIP - Tél : 05 62 16 61 70

**Maquette :** IFIP - **Impression :** Navis, 4 chemin de Meyrefort, 33370 POMPIGNAC

Credit Photo : IFIP, Shutterstock, Fotolia.

**Abonnements :** IFIP, 5 rue Lespagnol, 75020 Paris. Tél : 01 58 39 39 50, [ifip@ifip.asso.fr](mailto:ifip@ifip.asso.fr), [www.ifip.asso.fr](http://www.ifip.asso.fr)  
 Abonnement annuel : 11 numéros, 2 bilans annuels (Marché du porc, Marché de l'aliment) ; version papier et version électronique : France : 75 € ; Étranger : 95 €.

**Copyright Baromètre Porc de l'ifip® :** Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays. Toute reproduction intégrale ou partielle, des pages publiées dans Baromètre Porc, faite sans l'autorisation de l'ifip, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées les reproductions réservées à l'usage de l'abonné, non destinées à une rediffusion collective, ainsi que les analyses et citations courtes avec mention de la source, justifiées par le caractère informatif et technique du document dont elles sont issues.

## Les Organisations de Producteurs des filières animales Des rôles et objectifs différents

**En fonction de leur filière et de leur statut juridique, les OP diffèrent en termes de services et de poids sur le marché. Elles présentent aussi des similitudes, notamment dans leur réponse aux attentes sociétales. La négociation avec l'aval est un rôle important de ces organismes dans ces filières aux degrés de contractualisation divers.**

Depuis plusieurs années, l'Etat s'intéresse à l'organisation des filières agricoles et à la place des Organisations de Producteurs (OP). Existant en filières porcines et avicoles sous le nom de groupement depuis 1962, elles sont reconnues en filière laitière depuis 2012. En 2017, elles étaient au nombre de 59 en lait, 37 en porc et 27 en volaille. Reconnues par le ministère, elles sont constituées par des producteurs qui cherchent à mutualiser leurs moyens et rééquilibrer les relations commerciales avec l'aval.

Les OP porcines et volaille de chair sont principalement coopératives. En lait, les OP sont associatives, les coopératives n'étant pas reconnues OP. En filière porcine, les OP commercialisent la plupart des animaux produits sur le territoire (89 % en 2016) contrairement à la volaille (~35 %) et au lait (25 %). Le reste de la production laitière est gérée par les coopératives ou vendu directement par l'éleveur aux laiteries privées. En volaille de chair, les Organisations de Production privées sont majoritaires.

### Marché et service

Les OP porcines et avicoles ont principalement un rôle de mise sur le marché des animaux et offrent pour la plupart des services divers comme le conseil technique. A l'inverse, les OP laitières, plus récemment reconnues, n'en proposent pas. Plusieurs raisons l'expliquent : leur structure associative et le faible nombre d'ETP, mais aussi l'existence d'autres structures déjà chargées de ces missions (contrôle laitier, BTPL, etc.).

Les stratégies des OP sur la qualité des produits varient selon les filières étudiées. Certaines ne proposent aucun signe de qualité officiel. C'est le cas en lait même si quelques-unes sont spécialisées en bio ou en AOP. En porc, les signes de qualités ne représentent qu'une part très faible de la production (3,5 % en Label Rouge, 0,5 % en bio). Les OP porcines proposent néanmoins à leurs adhérents différents niveaux de qualité, des signes officiels au porc conventionnel en passant par des cahiers des charges portant sur le bien-être animal, l'alimentation et la qualité du produit. Il en va de même pour la plupart des OP avicoles ayant répondu à

l'enquête. Quelques OP laitières conventionnelles proposent des cahiers des charges (environnement, alimentation).

Face aux attentes sociétales, certains cahiers des charges se durcissent ou sont créés comme le « sans antibiotique dès la naissance ». Ils peuvent être imposés par l'aval, dans ce cas l'OP n'a qu'un rôle de relai de l'information. Les OP sensibilisent également les éleveurs à ces sujets d'actualité par des formations et des conseils techniques. Des aides à la modernisation favorisent la création de bâtiments qui répondent mieux à ces enjeux (densité réduite, lumière naturelle, aire extérieure). La question des investissements, des surcoûts et de la rétribution de l'effort fourni reste néanmoins posée.

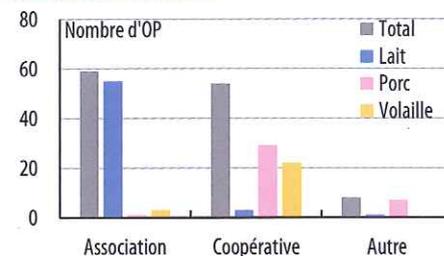
### Négociation et contractualisation

Traditionnellement orientées marché et service, les OP jouent aussi un rôle non négligeable dans la défense des intérêts des éleveurs.

La négociation avec le ou les partenaires aval est la principale mission des OP laitières. Elles cherchent à renforcer leur pouvoir de négociation par exemple en augmentant leur taux d'adhésion pour plus de représentativité. Cet objectif de croissance se retrouve dans les autres filières. En s'agrandissant par des fusions, les OP espèrent augmenter leur pouvoir de marché.

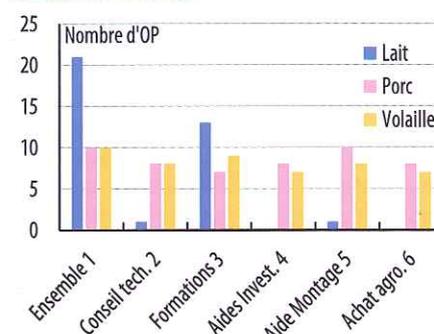
Les OP se sont également emparées du sujet de la contractualisation pour assurer un débouché et un prix à leurs éleveurs. La filière laitière est la principale concernée. Depuis 2011, les laiteries ont obligation de proposer un contrat à leurs livreurs. Le regroupement en OP permet aux éleveurs de négocier collectivement et de signer un contrat cadre identique pour chaque adhérent. Parmi les OP laitières ayant répondu, environ 60 % avaient signé un tel contrat en août 2017. La production avicole est très contractualisée (50 % sous contrat coopératif, 40 % sous contrat d'intégration). En filière porcine, il existe surtout des contrats coopératifs portant peu sur la régulation du volume et du prix perçu. Sans qu'elles aient pu être quan-

### Statut juridique des OP porcines, laitières et avicoles



Source : RMT Economie des Filières Animales. NB : 2 OP non renseignées

### Services proposés par les OP selon leur secteur



Source : RMT Economie des Filières Animales. Issu des résultats d'une enquête en ligne réalisée en juin-juillet 2017 auprès des OP ; (1) Ensemble des OP, (2) Conseil technique, (3) Formation, (4) Aides Investissement, (5) Aide Montage de Projet, (6) Achat agrofouritures

tifiées, des démarches individuelles voient néanmoins le jour pour des produits différenciés.

Pour renforcer le pouvoir des producteurs, les contrats tripartites sont évoqués. Ils permettent d'inclure les distributeurs dans les négociations et d'améliorer la transparence entre les maillons. Les distributeurs s'assurent de la qualité des produits mis en rayon et d'une rémunération suffisante des producteurs, deux éléments valorisables auprès du consommateur. Ce type de démarche existe en porc mais représente des volumes plutôt faibles.

Ce travail a été réalisé par le RMT Economie des Filières Animales en 2017 à partir d'une enquête en ligne et d'entretiens.

Lisa Le Clerc  
lisa.leclerc@ifip.asso.fr